

Communiqué du 17 novembre 2009

Masters et concours de recrutement : de grosses inquiétudes !

AutonomeSup a pris connaissance des intentions des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur sur **la réforme des concours de recrutement des enseignants**. Une analyse détaillée des textes a été mise sur notre site www.autonomesup.com

Nous approuvons le maintien des épreuves de concours en seconde année de master, la création de masters pluridisciplinaires et l'adjonction d'un parcours complémentaire orienté vers l'enseignement en première année de master.

En revanche nous demandons d'urgence des clarifications sur des points pour le moins ambigus et inacceptables en l'état.

- **Nous demandons le maintien de l'agrégation en sixième année**, après un master de recherche, comme cela avait été acquis en juin dernier, **et une articulation entre le master et le CAPES qui soit compatible avec l'existence de masters de recherche menacés** dans l'organisation proposée.

- **Nous demandons aussi que, conformément aux engagements pris, le nombre d'épreuves disciplinaires d'admissibilité puisse être de trois dans certains cas**. Les épreuves du concours doivent prendre en compte toutes les matières jugées utiles à la formation et présentes en master.

- **Nous demandons encore une troisième épreuve à l'écrit du concours des professeurs des écoles**, à côté des épreuves de français et de mathématiques **pour permettre une différenciation des recrutements et notamment inciter des titulaires d'une licence de langue vivante à préparer ce concours** : si la limitation des épreuves écarte ces étudiants linguistes, comment sera assurée en primaire l'initiation aux langues vivantes, indispensable dans l'Europe et le monde du XXIème siècle ?

D'autres points doivent être clarifiés : la place de la recherche dans les masters conduisant à l'enseignement dans le secondaire, la nature des épreuves orales du CAPES, la nature et la fonction des stages, la formation professionnelle pendant l'année de professeur-stagiaire.

Les Ministères doivent répondre au plus vite aux inquiétudes que suscite le document rendu public le 13 novembre. Certains points doivent être clarifiés immédiatement et le cadrage des concours prévu pour la fin du mois pourrait lever ces craintes... à moins qu'il ne les renforce et provoque des réactions virulentes ! **La balle est dans le camp des Ministères qui ont eu tort de ne pas respecter certains des engagements pris en juin et juillet dernier.**

Paris, le 17 novembre 2009

Michel GAY
secrétaire général

Jean-Louis CHARLET
président